



# Assemblée générale

Distr. générale  
9 août 2024  
Français  
Original : anglais

## Soixante-dix-neuvième session

Point 136 r) de l'ordre du jour provisoire\*

**Rapports financiers et états financiers audités et rapports  
du Comité des commissaires aux comptes : Caisse commune  
des pensions du personnel des Nations Unies**

### **Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023**

**Rapport de l'Administratrice des pensions de la Caisse commune  
des pensions du personnel des Nations Unies et du Représentant  
du Secrétaire général pour les investissements de la Caisse**

#### *Résumé*

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [48/216 B](#) dans laquelle l'Assemblée générale a demandé aux chefs de secrétariat des entités des Nations Unies de lui présenter des rapports, au moment où elle était saisie des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, indiquant les mesures qu'ils avaient prises ou envisageaient de prendre pour les appliquer.

Le rapport complète les observations qui ont déjà été transmises au Comité des commissaires aux comptes et que celui-ci a fait figurer dans son rapport final sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

De ce fait, pour éviter les répétitions et réduire la documentation, les auteurs du présent rapport n'y ont présenté que les observations complémentaires qui étaient nécessaires, ainsi que des renseignements sur l'état d'application des recommandations, la date d'achèvement prévue et le rang de priorité attaché à chacune des recommandations que le Comité des commissaires aux comptes a formulées dans ses rapports. On y trouvera également des renseignements actualisés sur la suite donnée à des recommandations se rapportant à des exercices antérieurs considérées par le Comité comme n'ayant pas été intégralement appliquées.

\* [A/79/150](#).



## I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application des dispositions du paragraphe 7 de la résolution 48/216 B, dans lequel l'Assemblée générale a demandé aux chefs de secrétariat des entités des Nations Unies de lui faire connaître, au moment où elle était saisie des recommandations du Comité des commissaires aux comptes, par l'intermédiaire du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, leur réaction auxdites recommandations et les mesures qu'ils envisageaient de prendre pour les appliquer, en incluant dans les rapports présentés à cette fin des calendriers d'application appropriés.

2. Lors de l'établissement du présent rapport, il a été tenu compte de la résolution 70/238 A, en particulier du paragraphe 14, dans lequel l'Assemblée générale a souligné que le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies devait lui être présenté séparément, ainsi que cela était le cas pour les rapports concernant les autres entités des Nations Unies, et décidé que ledit rapport continuerait d'être annexé à celui que le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies lui présentait. Au paragraphe 15 de la même résolution, elle a décidé qu'elle continuerait d'examiner le rapport du Comité des commissaires aux comptes sur la Caisse en même temps que celui du Comité mixte.

## II. Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice clos le 31 décembre 2023<sup>1</sup>

3. L'état d'application au 9 août 2024 des principales recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport est résumé dans le tableau 1.

Tableau 1  
État d'application des principales recommandations

Entité responsable	Nombre de recommandations	Recommandations appliquées	Recommandations en cours d'application	Délai fixé	Délai non fixé
Caisse (tous services confondus)	4	—	4	4	—
Bureau de la gestion des investissements	—	—	—	—	—
Administration des pensions	2	—	2	2	—
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>—</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>—</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>—</b>	<b>100</b>		

4. L'état d'application au 9 août 2024 de l'ensemble des recommandations est présenté dans le tableau 2.

<sup>1</sup> A/79/5/Add.16.

Tableau 2  
État d'application de l'ensemble des recommandations

<i>Entité responsable</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	<i>Recommandations appliquées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Caisse (tous services confondus)	7	—	7	7	—
Bureau de la gestion des investissements	3	—	3	3	—
Administration des pensions	5	—	5	5	—
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>—</b>	<b>15</b>	<b>15</b>	<b>—</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>—</b>	<b>100</b>		

5. Au paragraphe 33 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse évalue les nouveaux postes qu'elle demande dans ses projets de budget et fasse figurer dans les prochains projets de budget une analyse des postes vacants, par catégorie, classe, année d'approbation et temps écoulé depuis que les postes sont vacants, entre autres facteurs, ainsi qu'une analyse du bien-fondé du taux de vacance budgétisé, de sorte que les organes directeurs disposent d'informations plus exactes au moment où ils évaluent et approuvent le budget de la Caisse.

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Élevée  
*Délai :* Troisième trimestre de 2025

6. La Caisse prend en considération l'état de tous les postes vacants lorsqu'il demande des ressources en personnel supplémentaires. Des informations sur l'état des postes vacants figurent dans les documents complétant le projet de budget pour 2025. En outre, au stade de l'actualisation des coûts, notamment ceux afférents aux postes, les taux de vacance par catégorie de poste sont analysés en détail. À compter du projet de budget pour 2025, un rapport d'actualisation distinct sera présenté à l'Assemblée générale ; il y sera tenu compte, entre autres, de l'état de tous les postes vacants par catégorie et des tendances en matière de recrutement. Le rapport comprendra des explications concernant l'analyse des taux de vacance et de différents paramètres.

7. Au paragraphe 34 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse continue de pourvoir les postes vacants depuis les exercices budgétaires précédents, en tenant compte de la possibilité qui s'offre à elle de remédier au déséquilibre de la représentation géographique et de parvenir à une représentation équilibrée des genres sans que cela nuise à la continuité des opérations.

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Élevée  
*Délai :* Troisième trimestre de 2025

8. La Caisse poursuivra ses activités de recrutement, en tenant compte des aspects relatifs à l'équilibre entre les genres et à la représentation géographique et du fait qu'il importe d'assurer la continuité des opérations.

**9. Au paragraphe 44 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse évalue son mécanisme de suivi de la procédure budgétaire afin de s'assurer qu'il couvre de manière exhaustive toutes les étapes de la procédure, pour toutes les entités qui la composent, et qu'il contribue ainsi à renforcer la budgétisation.**

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Élevée  
*Délai :* Troisième trimestre de 2025

10. La Caisse continue de renforcer le suivi budgétaire. Elle a mis en place des tableaux de bord dans lesquels les gestionnaires trouvent des informations à jour sur l'utilisation du budget. Un poste d'assistant(e) principal(e) (budget) a été demandé dans le projet de budget pour 2025 afin d'aider le Groupe du budget à traiter les questions relatives à l'exécution et au suivi du budget dans toutes les composantes de la Caisse. On s'attend à ce qu'un meilleur suivi budgétaire conduise à une exécution plus stricte du budget, qui à son tour facilitera la planification et l'établissement du budget et améliorera l'exactitude des prévisions budgétaires.

**11. Au paragraphe 45 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse se dote de mesures efficaces qui renforcent les contrôles relatifs au suivi du budget, en particulier en ce qui concerne les catégories dans lesquelles il y a eu un dépassement des crédits significatif ou une sous-utilisation des crédits significative.**

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Élevée  
*Délai :* Troisième trimestre de 2025

12. La Caisse continue de renforcer le suivi budgétaire en surveillant les dépenses, en réduisant au minimum les transferts d'une catégorie à une autre et en procédant à des examens budgétaires plus fréquents afin de détecter rapidement les écarts significatifs, le tout dans le respect du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'Organisation des Nations Unies. Elle a mis en place des tableaux de bord qui donnent des informations à jour sur l'utilisation du budget aux gestionnaires et produit des rapports mensuels sur les dépenses dans lesquels les principaux objets de dépense sont analysés.

**13. Au paragraphe 55 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse revoie le contrat conclu avec l'actuaire-conseil afin qu'y soient prises en considération les normes comptables appliquées depuis l'exercice annuel qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2024.**

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application

*Priorité :* Moyenne  
*Délai :* Quatrième trimestre de 2025

14. Le contrat conclu avec l'actuaire-conseil actuel court jusqu'au 31 décembre 2025 et pourra être prolongé pour une dernière période de deux ans. Si la prolongation est accordée, il sera fait spécifiquement référence à la norme IPSAS 49 dans l'avenant. Le contrat existant couvre les tâches à accomplir par l'actuaire-conseil pour se conformer à la norme IPSAS 49. Le travail effectué au titre des états financiers pour 2023 était conforme à la fois à la norme comptable internationale 26 et à la norme IPSAS 49, et l'actuaire-conseil a également procédé à une analyse de l'effet de l'application de la norme IPSAS 49, qui était également couverte par le contrat existant sans qu'il ait été nécessaire de le modifier.

**15. Au paragraphe 74 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse revise et actualise le catalogue de gestion globale des risques afin de s'assurer que les risques généraux reflètent une vision générale, unifiée et complète de la Caisse, qui sera ensuite énoncée dans sa méthode de gestion globale des risques.**

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Moyenne  
*Délai :* Troisième trimestre de 2025

16. La Caisse actualisera la méthode de gestion globale des risques afin de garantir l'exhaustivité de l'évaluation et de la procédure de gestion des risques.

**17. Au paragraphe 75 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse se dote d'un outil automatisé commun pour l'enregistrement et la gestion globale des risques, afin d'utiliser de manière plus efficace les ressources existant pour traiter cette question.**

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Moyenne  
*Délai :* Quatrième trimestre de 2025

18. La Caisse mettra à jour la méthode de gestion globale des risques et y indiquera, entre autres, les outils utilisés pour faciliter la gestion des risques.

**19. Au paragraphe 88 de son rapport, le Comité recommande que l'Administration des pensions décrive et formalise le mécanisme qui sert à évaluer et à répartir la charge de travail des bureaux de Genève et de New York afin de définir clairement la nature et la complexité des dossiers traités par chaque bureau et les normes à utiliser aux fins de cette évaluation, et se serve pour ce faire des ressources et des moyens informatiques dont la Caisse est dotée.**

*Entité responsable :* Administration des pensions  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Élevée

*Délai :* Troisième trimestre de 2025

20. Depuis la mise en place d'une structure hiérarchique fonctionnelle, l'administration de la Caisse s'est dotée de mécanismes et d'outils de planification et de suivi des ressources et des capacités, qui permettent de rééquilibrer la charge de travail entre les bureaux de New York et de Genève au gré des besoins.

**21. Au paragraphe 89 de son rapport, le Comité recommande que l'Administration des pensions ventile les postes demandés pour les bureaux de Genève et de New York et rende compte de la charge de travail de ces bureaux dans les prochains projets de budget qui seront présentés aux organes directeurs, autant d'éléments essentiels qui prêteront une plus grande transparence au budget de la Caisse et inciteront à un plus grand respect du principe de responsabilité.**

*Entité responsable :* Administration des pensions

*État d'application :* Recommandations en cours d'application

*Priorité :* Élevée

*Délai :* Troisième trimestre de 2025

22. Les postes demandés dans le projet de budget de la Caisse pour 2025 sont fondés sur la charge de travail des différents services. Des informations sur les postes demandés pour les différents lieux d'affectation figurent dans les documents complétant le projet de budget.

**23. Au paragraphe 99 de son rapport, le Comité recommande que l'Administration des pensions diffuse une version améliorée et approuvée du manuel des procédures de clôture et d'information financière afin de rendre compte, au minimum, des procédures comptables de fin d'exercice, des procédures d'établissement des états financiers et des notes d'information importantes découlant de l'application de la norme IPSAS 49.**

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)

*État d'application :* Recommandations en cours d'application

*Priorité :* Moyenne

*Délai :* Deuxième trimestre de 2025

24. L'Administration des pensions mettra à jour le manuel des procédures de clôture financière en 2025.

**25. Au paragraphe 110 de son rapport, le Comité recommande que l'Administration des pensions se dote d'un plan d'action visant à trouver les raisons pour lesquelles il y a des données erronées, manquantes ou incomplètes, afin de garantir l'exactitude des données utilisées pour les évaluations actuarielles et le traitement des demandes de prestations par la Caisse.**

*Entité responsable :* Administration des pensions

*État d'application :* Recommandations en cours d'application

*Priorité :* Moyenne

*Délai :* Troisième trimestre de 2025

26. Les données de recensement relèvent de la politique relative à la qualité des données et seront évaluées au moyen de paramètres de qualité convenus, qui sont en cours d'élaboration.

**27. Au paragraphe 119 de son rapport, le Comité recommande que l'Administration des pensions se dote d'un système qui servira à enregistrer systématiquement les affaires juridiques, en particulier d'un mécanisme centralisé permettant d'archiver les informations relatives aux décisions qui ont été prises, de suivre l'état d'avancement des affaires, de faire des recherches sur les affaires présentant des analogies et de rassembler toutes les informations pertinentes.**

*Entité responsable :* Administration des pensions

*État d'application :* Recommandations en cours d'application

*Priorité :* Moyenne

*Délai :* Quatrième trimestre de 2025

28. L'Administration des pensions mettra en place un système centralisé d'enregistrement et de suivi des affaires juridiques doté de fonctions de recherche.

**29. Au paragraphe 132 de son rapport, le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements examine les situations récentes dans lesquelles des accords ont été établis et négociés pour des catégories d'investissements auxquelles la Caisse n'est pas accoutumée, afin de recenser les éventualités qui devraient être prises en compte lorsque la Caisse envisage de nouvelles activités d'investissement.**

*Entité responsable :* Bureau de la gestion des investissements

*État d'application :* Recommandations en cours d'application

*Priorité :* Moyenne

*Délai :* Quatrième trimestre de 2024

30. En ce qui concerne les accords relatifs à des activités d'investissement auxquelles la Caisse n'est pas accoutumée, l'Équipe juridique du Bureau de la gestion des investissements établira un document dans lequel elle indiquera les points liés aux documents juridiques à prendre en considération par les équipes chargées des investissements et des opérations lorsqu'elles envisagent de nouveaux types d'investissements.

**31. Au paragraphe 133 de son rapport, le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements renforce ses mécanismes de coordination entre l'Équipe juridique et les services chargés des investissements afin d'établir des calendriers prévisionnels pour la fourniture d'avis juridiques et la finalisation des accords nécessaires aux activités d'investissement.**

*Entité responsable :* Bureau de la gestion des investissements

*État d'application :* Recommandations en cours d'application

*Priorité :* Moyenne

*Délai :* Troisième trimestre de 2025

32. Le Responsable des investissements rencontrera régulièrement l'Équipe juridique pour examiner : a) les nouvelles questions dont elle doit être saisie ; b) les demandes d'avis juridiques en suspens concernant les différents types d'investissements, afin de convenir des priorités sur lesquelles travailler ensemble. Étant donné que le délai d'établissement des accords dépend de facteurs tels que la priorité relative d'un accord par rapport à d'autres travaux juridiques, la coopération et le temps de réponse des contreparties, il n'est pas possible d'établir des délais estimatifs véritablement utiles.

**33. Au paragraphe 134 de son rapport, le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements évalue la possibilité d'acquérir et de mettre en place une plateforme ou un logiciel spécialisé qui servirait à l'enregistrement et au suivi des questions pour lesquelles un avis juridique a été demandé.**

*Entité responsable :* Bureau de la gestion des investissements  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Moyenne  
*Délai :* Troisième trimestre de 2025

34. Le Bureau de la gestion des investissements cherchera des plateformes ou des logiciels appropriés et demandera les ressources financières et l'aval technique nécessaires à l'acquisition et à la mise en service de l'outil qui sera retenu, conformément aux règles et procédures applicables en matière de passation de marchés et d'informatique.

**III. Suite donnée aux recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans ses rapports antérieurs sur la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies**

35. À l'annexe de son rapport pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 (A/79/5/Add.16, chap. II), le Comité des commissaires aux comptes a donné un récapitulatif de l'état d'application des recommandations qu'il avait formulées dans ses rapports antérieurs.

36. On trouvera dans le tableau 3 des informations sur l'état, au 9 août 2024, de l'application des quatre recommandations considérées par le Comité comme n'ayant pas été intégralement appliquées.

Tableau 3  
**État d'application des recommandations remontant à des exercices antérieurs classées comme n'ayant pas été intégralement appliquées dans l'annexe au rapport du Comité**

<i>Entité responsable</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	<i>Recommandations appliquées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Caisse (tous services confondus)	1	—	1	1	—



<i>Entité responsable</i>	<i>Nombre de recommandations</i>	<i>Recommandations appliquées</i>	<i>Recommandations en cours d'application</i>	<i>Délai fixé</i>	<i>Délai non fixé</i>
Bureau de la gestion des investissements	3	—	3	3	—
Administration des pensions	—	—	—	—	—
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>—</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100</b>	<b>—</b>	<b>100</b>		

#### **A. Rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2020<sup>2</sup>**

37. Au paragraphe 121 de son rapport, le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements fasse en sorte que les flux des courtiers puissent alimenter directement le module compte Courtier aux fins du contrôle des comptes de courtage des membres du personnel de façon que les meilleures pratiques du secteur soient bien suivies et que les risques liés aux éventuels conflits d'intérêts avec les activités de la Caisse soient atténués.

*Entité responsable :* Bureau de la gestion des investissements  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Élevée  
*Délai :* Premier trimestre de 2025

38. Le Bureau de la gestion des investissements s'est heurté à des difficultés imprévues en ce qui concerne l'utilisation des flux des courtiers aux fins de l'établissement des relevés de courtage. Il sera fait appel à un cabinet spécialisé dans les questions de conformité, qui sera chargé d'examiner les relevés de courtage et de faire concorder la procédure avec une procédure analogue concernant le dispositif de transparence financière administré par l'ONU pour tous les employés du Bureau.

#### **B. Rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2021<sup>3</sup>**

39. Au paragraphe 32 de son rapport, le Comité recommande que la Caisse conçoive et adopte des indicateurs de résultats relatifs aux principales rubriques budgétaires (les dépenses de personnel ou les services contractuels, par exemple) afin de déterminer les ressources dont elle a besoin et de justifier les crédits demandés auprès des organes directeurs.

*Entité responsable :* Caisse (tous services confondus)  
*État d'application :* Recommandations en cours d'application  
*Priorité :* Moyenne

<sup>2</sup> A/76/5/Add.16, chap. II.

<sup>3</sup> A/77/5/Add.16, chap. II.

*Délai :*

Troisième trimestre de 2025

40. La Caisse a ajouté de nouveaux indicateurs de résultats dans le projet de budget pour 2024 pour diverses fonctions du Bureau de la gestion des investissements et de l'Administration des pensions. Ces nouveaux indicateurs, qui ont trait à la charge de travail, complètent ceux qui figuraient déjà dans le projet de budget pour d'autres fonctions. Le Bureau a mené une analyse avec l'aide d'un cabinet spécialisé afin d'établir un lien entre la performance du personnel et le rendement du portefeuille d'investissements. Les indicateurs et les statistiques ont été pris en compte aux fins de l'établissement et de la justification des projets de budget. Les indicateurs de résultats et les informations complémentaires sont pris en compte pour déterminer les besoins budgétaires et évaluer l'exécution du budget.

### **C. Rapport du Comité des commissaires aux comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2022<sup>4</sup>**

41. **Au paragraphe 42 de son rapport, le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements révise et adapte les directives relatives à l'investissement durable de sorte que les activités soient en phase avec la nature des investissements et avec les modalités propres aux différentes catégories d'actifs.**

*Entité responsable :*

Bureau de la gestion des investissements

*État d'application :*

Recommandations en cours d'application

*Priorité :*

Élevée

*Délai :*

Troisième trimestre de 2024

42. Le Bureau de la gestion des investissements a révisé et adapté le manifeste et la politique d'investissement durable de sorte que les activités soient en phase avec la nature des investissements et avec les modalités propres aux différentes catégories d'actifs. En outre, les procédures relatives à l'investissement responsable décrivent les activités de suivi et de communication de l'information et les modèles utilisés pour le questionnaire de diligence raisonnable relatif aux marchés non-cotés et pour l'évaluation ESG des valeurs cotées.

43. **Au paragraphe 43 de son rapport, le Comité recommande que le Bureau de la gestion des investissements renforce et évalue ses mécanismes de suivi afin de s'assurer que les questions d'environnement, de société et de gouvernance sont bien prises en compte dans la prise de décisions relatives aux investissements, conformément à la politique d'investissement et aux directives relatives aux questions d'environnement, de société et de gouvernance.**

*Entité responsable :*

Bureau de la gestion des investissements

*État d'application :*

Recommandations en cours d'application

*Priorité :*

Élevée

*Délai :*

Troisième trimestre de 2024

<sup>4</sup> A/78/5/Add.16, chap. II.

44. Le Bureau de la gestion des investissements a publié et approuvé le manifeste et la politique d'investissement durable en août 2023. Il a fait des progrès en ce qui concernait l'intégration des questions ESG dans le mécanisme de prise de décision touchant les investissements. Il continue de faire preuve de diligence raisonnable en matière d'ESG.

---